



Quand la direction du SPIP 33 a de l'ambition et/ou des produits à (re)vendre !?

Sous couvert des carences des CMP qui croulent sous les obligations judiciaires de soins, la Direction du SPIP 33 a mis en place, sans aucune concertation des équipes (hormis une présentation très sommaire improvisée lors d'un CT en visio-conférence durant le confinement), un plateau technique proposant du soin dans le SPIP.

Si la problématique autour de la capacité des structures de soins à prendre en charge les PPSMJ soumises à des obligations,, nécessite en effet réflexion, il est cependant étonnant de constater que ce travail se fasse sans les partenaires habituels.

Ainsi, en lieu et place de l'intervention de structures spécialisées dans ce domaine, la direction a décidé de régler le problème seule, imposant à l'équipe l'intervention de psychologues extérieurs. Dédiés à la mise en œuvre de l'obligation de soins et au sein même du SPIP ! Recrutés et rémunérés par l'Administration Penitentiaire (via une association support quand même!), il serait même envisagé qu'ils « consultent » au SPIP !

Cette démarche interpelle très largement. Mais quand en plus on nous explique que ces psychologues axeront leur prise en charge sur le passage à l'acte criminel ; que les PPSMJ devraient s'engager dans « un contrat d'engagement thérapeutique » sans que toutefois cette prise en charge ne soit du soin... mais qu'elle ferait office de respect de cette obligation... oups... mélange des genres ?

Et cerise sur le gâteau, l'association « support » qui emploie et rémunère ces professionnels n'est autre que l'ARCA ! Cette association qui aide les services publics comme le nôtre à mieux fonctionner grâce à leurs outils de professionnalisation SCIENTIFIQUES, qui vendent des formations pour les utiliser avec efficacité... Qui offrent aux agents des blocs de compétences, à côté des nôtres... et qui en réalité phagocytent totalement l'essence même de nos missions en se finançant avec l'argent public !

Mais que fait-on des principes de la loi de 1994 mettant fin à la médecine pénitentiaire pour laisser place au service public de santé ! Si la CGT pourrait être sensible à l'idée d'un service réellement pluridisciplinaire, elle s'interroge sur la volonté d'une direction de contourner la séparation entre la pénitentiaire et le soin, dans l'objectif de faire du soin sans en faire. Quel sens donne t-on ici à l'obligation de soin ? Quelle place pour le secret médical, la déontologie des psychologues et la place du SPIP? Comment envisager le soin dans un SPIP ?

Cette démarche qui se veut novatrice mais qui en réalité remet en cause des principes de fonctionnement de notre administration et nos missions en rejoint d'autres...

Loin de se contenter de la question du soin, nous avons une direction qui, au prétexte de la déclinaison du RPO1, impose aujourd'hui des formations à l'utilisation d'outils d'évaluation actuariels. Alors que la DAP elle-même n'en porte plus aucun, le DSPIP du 33 pour occuper ses troupes et aller au bout de sa croyance criminologique, impose 6 demi-journées de formation sur deux outils : le FACIL RX et ISR.

Rappelons que le 1^{er} à déjà fait l'objet d'essai non conclusif dans le cadre de la recherche/action PREVA. Le second, est un outil uniquement statique, option totalement rejetée par l'administration en ce qu'elle n'intègre aucune pondération, ni modalités de prise en charge efficaces. Des orientations qui auraient échappé à notre direction ou une envie de se démarquer dans l'innovation !

Cette formation, assurée par le désormais célèbre M Lafortune, aura lieu pour l'ensemble des agents du SPIP par visio conférence. La crise sanitaire ne laisse pas beaucoup d'options mais ces conditions sont inacceptables - et devraient l'être pour tous les acteurs- eu égard aux enjeux que cela comporte.

L'utilisation de ce type d'outil pose comme condition première une compréhension unanime de chaque item. Les conditions matérielles de « formation », chacun derrière son écran, nous privent de fait des échanges nécessaires à l'établissement de ce fameux accord inter-juges, qui est pourtant un des éléments incontournables du caractère scientifique de ces outils. A plus long terme, l'organisation des services en mode COVID risquant de perdurer, on peut également craindre une utilisation biaisée de ces outils par des professionnels de plus en plus isolés.

Alors même que nous peinons à réorganiser notre travail avec un rythme de convocation limité, nous nous sentons emportés dans la frénésie de l'évaluation et du tout criminologique...
Perdre à ce point le lien avec notre public et la réalité sociale des situations que nous rencontrons pour n'en retenir que le passage à l'acte, c'est aussi avoir une piètre image de l'humanité...
Perdre à ce point le lien avec la période difficile que vivent les agents en cette période de pandémie confirme ce constat.

Peu à peu, par manque de moyens face à des ambitions surdimensionnées et éloignées des réalités pratiques- l'administration et certains cadres ambitieux, n'hésitent pas à sacrifier nos missions, dénigrer nos savoir-faire et démotiver leurs équipes...

Le 16/10/2020 à Bordeaux
La CGT SPIP 33